

Avec le soutien de :



Compte rendu de la réunion du Comité de Pilotage Site Natura 2000 « Lacs d'Espalem et de Lorlanges » FR 8301082 8 juin 2016 – mairie de Lorlanges

Présents :

Mme Nathalie AVININ, commune d'Espalem et élue SMAT
M. Didier SOULIER, commune de Lorlanges et Président du Comité de pilotage
M. Pascal GIBELIN, conseiller départemental Haute-Loire
M. Yannick FIALIP, fédération des syndicats des exploitants agricoles de Haute-Loire
Mme Magali COUDERT, CMCA/COLAS Rhône-Alpes-Auvergne
M. Eric BERTRAND, responsable travaux du secteur de Grenier-Montgon. COLAS Rhône-Alpes Auvergne/CTPP
M. Jean-Jacques ORFEUVRE, Réseau Ecologie Nature 43
M. Benoît RENAUX, Conservatoire botanique national du Massif Central
Mme Céline ROUBINET, Conservatoire des Espaces Naturels d'Auvergne
Mme Solenne MULLER, Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement du Velay
M. Olivier TESSIER, ONCFS service départemental Haute-Loire
M. Jacques GRIMAUD, service environnement du Conseil départemental Haute-Loire
Mme Flora PLANCHON, Direction Départementale des Territoires de la Haute-Loire
M. Laurent BERNARD, SMAT du Haut-Allier
M. Barbara SERRURIER, SMAT du Haut Allier

Excusés :

Chambre d'agriculture
Confédération paysanne
Fédération départementale de pêche
Fédération départementale de la chasse
ONEMA
DREAL Auvergne représentée par la DDT
M. le Préfet

M. SOULIER accueille les participants et les remercie de leur présence. Il propose que chacun se présente.

Après ce tour de salle, il passe la parole à Mme SERRURIER qui débute son exposé par quelques rappels concernant le réseau Natura 2000. Ce réseau a été mis en place il y a une vingtaine d'années afin de conserver des sites remarquables par leur patrimoine naturel. Toutefois contrairement à ce qui avait été fait dans les années 70, les sites du réseau Natura 2000 ne sont pas « mis sous cloche » grâce à des statuts de protection. Les usages et les activités socio-économiques y sont conservés. Actuellement les sites Natura 200 couvrent 18% du territoire européen, 12 % du territoire français et 15% du territoire auvergnat. L'Auvergne présente donc un patrimoine naturel riche et à ce titre une responsabilité dans sa préservation.

Le dispositif Natura 2000 propose des outils pour permettre le maintien du patrimoine naturel, en particulier des outils contractuels. Dans le but d'un maintien, une charte Natura 2000 peut être signée par les propriétaires de terrains présents sur le site et sur lesquels des enjeux définis dans le DOCOB sont présents. Pour aller plus loin et permettre l'amélioration de l'état de conservation des milieux et/ou des espèces, 3 types de contrats sont proposés :

- les contrats forestiers destinés aux exploitants et propriétaires forestiers,
- les mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) proposées aux agriculteurs dans le cadre d'un projet agro-environnemental et climatique (PAEC)
- les contrats « ni forestiers ni agricoles » destinés aux propriétaires, ayant-droits et gestionnaires sur des parcelles non destinées à une production économique.

Mme SERRURIER poursuit avec des rappels concernant le site Natura 2000 « Lacs d'Espalem et de Lorlanges » : le site est composé de deux sous – secteurs pour une surface totale de 67 hectares. Les espèces de la directive « Habitats – Faune – Flore » visées sont le Sonneur à ventre jaune et le Triton crêté. Par ailleurs, le papillon Cuivré des Marais a été identifié en 2011, espèce d'intérêt communautaire, sur le lac de Lorlanges. Des habitats naturels d'intérêt communautaire sont également présents : des prairies de fauche (essentiellement sur Espalem) et des pelouses sèches sur les parties plus pentues de sites et des habitats d'eau libres liés aux lacs.

Sont également rappelés les principaux types d'actions menés dans le cadre de l'animation d'un site Natura 2000 :

- La contractualisation présentée précédemment,
- Les suivis scientifiques et techniques permettent de suivre au cours du temps l'évolution des caractéristiques du site Natura 2000 et de vérifier son état de conservation.
- L'appui aux porteurs de projets que ce soit en termes de conseils dans certains aménagements (vis-à-vis de la préservation des habitats et espèces) ou d'aide à l'évaluation des incidences,
- La communication et la sensibilisation : ce sont des actions importantes dans l'animation d'un site afin de faire connaître le dispositif Natura 2000 et permettre une bonne acceptation locale. Ces actions sont à destinations du grand public ou de professionnels.
- La participation au réseau Natura 2000 et la veille à la cohérence avec les autres politiques publiques : d'une part, il s'agit d'échanges avec d'autres structures animatrices Natura 2000, afin de tirer profit des diverses expériences aux échelles départementales et régionales. D'autre part, la participation à la concertation sur d'autres politiques publiques a pour but d'avoir une cohérence des différents dispositifs.
- La gestion administrative et financière : ce sont les opérations « courantes » et similaires d'une année à l'autre (demandes de subventions, appels d'offres dans le cadre de marchés publics lors de prestations, organisation du Comité de pilotage, etc ...).

La dernière réunion du Comité de pilotage ayant eu lieu 2 ans auparavant, le bilan de l'animation réalisée en 2014 et 2015 est présenté.

Contractualisation

Les agriculteurs avaient contractualisé en 2011 des mesures agro-environnementales territorialisées qui ont pris fin en 2015. Afin que la possibilité de contractualisation soit proposée aux agriculteurs dès 2015, une candidature pour un Projet agro-environnemental et climatique à l'échelle du bassin versant de l'Alagnon avait été présentée en 2014 mais ne fut pas retenue. En 2015, une nouvelle candidature pour un PAEC intitulé « Alagnon » fut

présentée et validée. Cette candidature comprend 2 enjeux « eau » et biodiversité ». Cet enjeu concerne les sites Natura 2000 en particulier celui des Lacs d'Espalem et de Lorlanges. Ainsi la contractualisation est ouverte aux agriculteurs ayant des parcelles sur le site. A ce jour aucune contractualisation n'a été faite sur le site.

Amélioration des connaissances et suivis scientifiques et techniques

Compte tenu des enjeux du site, c'est essentiellement le suivi des amphibiens qui est réalisé. Sur les lacs d'Espalem, dans le cadre de l'Observatoire régional des amphibiens, le CPIE du Velay assure la mise en œuvre du protocole « popamphibien » qui permet de déterminer la présence ou l'absence d'une espèce. Ce suivi de terrain est effectué tous les 2 ans et consiste en 3 passages en cours de saison dont un au moins en nocturne.

Actuellement sur le Lac de Lorlanges, les données sont issues de suivis naturalistes occasionnels.

Sont présentés les résultats, qui ne sont pas exhaustifs et pour lesquels les biais de prospection sont importants. Néanmoins on constate sur Lorlanges que ce sont 4 taxons qui sont observés et environ 7 sur Espalem, avec sur ce site de espèces qui ne sont pas détectées chaque année (crapaud commun, grenouille rousse, crapaud calamite) sans qu'une explication ne puisse être donnée à ce jour.

	2012	2014	2015	2016 (en cours)
Lorlanges		2 mâles Sonneur à ventre jaune	grenouilles agile	grenouille agile
		3 tritons crêtés		triton palmé
		grenouille agile		triton crêté
		grenouilles vertes		grenouilles vertes
Espalem	triton crêté	triton crêté	crapaud commun	rainette verte
	triton palmé	triton palmé	sonneur à ventre jaune	triton crêté
	crapaud commun	crapaud calamite	grenouilles vertes	grenouille agile
	rainette verte	rainette verte		sonneur à ventre jaune
	grenouilles vertes	grenouilles vertes		
	grenouille agile	grenouille rousse		
	sonneur à ventre jaune	grenouille agile		
		sonneur à ventre jaune		

Par ailleurs, suite à l'observation de l'Agriion à lunule sur les lacs d'Espalem, espèce patrimoniale, l'animateur du site s'est formé à l'identification des Odonates lors d'une journée proposée par le CPIE Haute-Auvergne et le CEN Auvergne, structure animatrice du plan régional d'actions Odonates.

Communication/sensibilisation

En 2014, le lac de Lorlanges fut mis à l'honneur avec :

- le déroulement de la partie « terrain » d'une formation « amphibien » organisée pour les agents de l'Etat et animée par le CPIE du Velay
- les animations proposées par le CEN Auvergne
 - journée adhérents sur l'ensemble du site,
 - présentation aux salariés du magasin Nature et découverte suite à leur participation au financement d'un projet de gestion,
 - journée de formation à la taille des arbres fruitiers sur la partie « verger » du site.

En 2015, le SMAT du Haut-Allier a organisé une sortie « la clef des champs » en fin de soirée sur le Grand Lac d'Espalem qui a permis de présenter le site : son histoire, sa gestion et son patrimoine naturel en particulier les amphibiens.

Par ailleurs, les animateurs du CPIE du Velay et du SMAT ont rencontré les représentants de la carrière Blanchon située en limite du site Natura 2000 afin d'étudier le potentiel de la carrière en termes d'accueil des amphibiens.

Enfin, pour mémoire, le site internet des sites Natura 2000 animés par le SMAT est mis à jour régulièrement. Les informations administratives du site y sont disponibles.
<http://haut-allier.n2000.fr/natura-2000-dans-le-haut-allier/lacs-d-espalem-et-de-lorlanges>

Articulation Natura 2000 avec les autres politiques publiques

L'animateur Natura 2000 a participé aux réunions annuelles des structures animatrices des sites Natura 2000 en Haute-Loire et au séminaire régional organisé en 2015. Ceci permet des échanges d'expériences intéressants pour la mise en œuvre d'actions sur les sites.

L'animateur Natura 2000 a également participé au comité de suivi des zones humides du Devès afin de connaître ce qui était fait sur ce territoire et qui pourrait participer à la réflexion sur la gestion du site Lacs d'Espalem et de Lorlanges.

Gestion administrative et financière

Le bilan financier des années 2014 et 2015 s'établit comme suit :

poste	2014	2015
<i>coûts salariaux</i>		
animateurs Natura 2000	3978,35 €	8705,44 €
administratif	1507,8 €	2513,85 €
<i>frais professionnels (repas)</i>	15,25 €	15,25 €
<i>coût de fonctionnement structure</i>	1000,97 €	272,54 €
TOTAL	6502,37 €	11507,08 €

Les sommes allouées à l'animation du site sont fonction des actions programmées. Ainsi en 2015, le projet de travaux sur les lacs d'Espalem nécessitait que le temps alloué à son étude soit conséquent.

Les projets prévus en 2016 sont ensuite présentés.

➤ Suivi « amphibiens » sur le Lacs de Lorlanges :

Le site est retenu comme 1 des 6 secteurs « test » dans le cadre d'un programme pour la mise en place d'indicateurs de suivi des zones humides à l'échelle du bassin de la Loire, à l'initiative de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Mme ROUBINET précise que ce programme LigerO est la déclinaison sur la Loire d'un programme mis en place sur le bassin du Rhône (RhoMéO). 5 indicateurs sont utilisés : pédologie, hydromorphologie, amphibiens, flore et odonates. Le CEN a débuté le suivi « amphibien » et mettra en œuvre prochainement les protocoles relatifs aux 4 autres indicateurs.

➤ Contractualisation pour de la gestion pastorale sur le Lac de Lorlanges

Le contexte est présenté : la commune de Lorlanges est propriétaire de 2 parcelles sur le secteur de Lorlanges du site Natura 2000 et en a confié la gestion au CEN Auvergne qui a rédigé un plan de gestion en 2006. La problématique principale du site réside dans la

fermeture des milieux. Aussi, depuis 2014, une convention a-t-elle été conclue avec un éleveur de bovins Highland dont l'exploitation se trouve sur Ardes sur Couze. Les bovins pâturent de manière extensive (3-4 bovins) les zones est et ouest de mai à juillet puis d'octobre à novembre.

L'objectif de cette réouverture est de favoriser la présence de Rumex, plantes dont se nourrissent les chenilles du Cuivré des marais et de maintenir la mosaïque de milieux.

Afin de permettre cette mise en pâturage, le CEN Auvergne a mis en place un programme avec différents partenaires financiers (CD43, DREAL Auvergne et fondation Nature et découverte) et technique (lycée professionnel de Saugues) qui a permis :

- d'ouvrir 2 zones : coupe des haies et coupes en layons dans les prunelliers sur la zone ouest ; coupe en layons dans les saules et sur le secteur à Carex de la zone sud et
- d'investir dans une citerne souple et 1 bac d'abreuvement.

L'objectif de la contractualisation est de poursuivre la gestion engagée depuis 2014. Le contractant serait la commune de Lorlanges ou le gestionnaire du site (CEN Auvergne), point qui reste à définir. Les actions à menées dans le cadre du contrat seraient :

- des travaux d'ouverture (coupe de saules sur la zone sud, gyrobroyage et débroussaillage en layons sur les 3 zones afin de poser des clôtures, fauche d'entretien de milieux ouverts (particulièrement secteur à Carex de la zone sud)
- une gestion pastorale assurée par le pâturage des bovins Highland sur les 3 zones de mai à novembre qui nécessitera l'achat de clôtures et de bacs d'abreuvement.

Mme ROUBINET indique qu'historiquement sur le site étaient effectués des travaux de débroussaillage lors de chantiers bénévoles organisés par le CEN Auvergne suivi d'un pâturage équin. Ces actions se sont révélées insuffisantes pour contenir la progression des ligneux (chevaux de selle trop sélectifs sur la ressource). Un contrat Natura 2000 était souhaité depuis plusieurs années mais le manque d'information sur les actions engageables et leur financement n'a pas permis de le préparer.

Mr SOULIER précise que les zones est et ouest étaient encore fauchées il y a une quinzaine d'années et que la mairie y avait aussi réalisé des travaux de débroussaillage.

Mme PLANCHON indique qu'il conviendra de veiller à ce que ces actions se pérennisent au-delà du contrat Natura 2000. Elle demande si l'action du pâturage est d'ores et déjà tangible.

Mme SERRURIER lui répond que l'action est déjà partiellement visible : les prunelliers sont abroutis sur la zone ouest, limitant leur développement et les refus sont quasi inexistantes. Sur la zone est où la ressource fourragère est maigre, les refus sont plus importants.

Mme ROUBINET précise qu'un suivi botanique sera réalisé après les travaux afin d'évaluer l'évolution du milieu et veiller à ce que la mosaïque de milieux soit conservée.

➤ Travaux sur le Grand lac et le Lac Citrou

Mme SERRURIER rappelle le contexte dans lequel s'inscrit le projet de travaux sur ces sites : dès l'élaboration du Document d'objectifs (DOCOB) les agriculteurs qui exploitent les parcelles sur ces lacs ont indiqué que la surface des lacs avait augmenté au cours des années au détriment de la surface de fauche. Lors des Comités de pilotage (COPIL), la demande de gestion des niveaux d'eau a été récurrente.

L'objectif des travaux d'entretien est donc de répondre à l'enjeu « maintien de la prairie maigre de fauche » (habitat d'intérêt communautaire) tout en respectant les enjeux de maintien des espèces d'intérêt communautaire que sont le Sonneur à ventre jaune et le Triton crêté et le maintien de l'habitat « lac eutrophe ».

M.FIALIP fait un rappel sur la gestion historique du site, qui est un bien sectionnal, par les habitants de La Pénide. Il y a quelques années chaque ayant-droit se voyait attribuer une parcelle par tirage au sort qu'il utilisait à sa guise. Depuis 5 ans, les 5 agriculteurs se sont répartis le travail et la production (35 balles de foin en année humide et 20 en année sèche) est répartie entre chacun des ayant-droit. M.FIALIP indique que cette pratique de la fauche permet de maintenir le milieu ouvert. En l'absence de cette pratique, la zone se boiserait, ce qui aurait pour conséquence le développement de la grande faune qui serait préjudiciable aux cultures environnantes.

M.ORFEUVRE demande aux représentants des structures naturalistes leur avis sur l'état actuel du site sur le plan écologique. Mme MULLER indique que, pour les amphibiens, le site fonctionne. M.RENAUX précise qu'il convient de relativiser l'importance du milieu « prairie maigre de fauche » qui est assez bien représenté à l'échelle nationale et régionale contrairement aux zones humides qui sont des milieux sur lesquels pèsent plus de menaces.

M.ORFEUVRE conclut de cet échange que l'enjeu prioritaire sur le site est bien l'enjeu biodiversité à savoir la zone humide et les espèces ayant présidé à la désignation du site à savoir le Sonneur à ventre jaune et le Triton crêté.

Afin d'éviter de toucher aux niveaux d'eau, Mmes ROUBINET et MULLER proposent que, sur la partie inaccessible aux engins agricoles, soit réalisé du pâturage. M.FIALIP répond qu'amener 60 vaches matin et soir sur le site, sur une surface si réduite est inenvisageable. Mme PLANCHON ajoute que l'impact d'un tel pâturage pourrait être défavorable.

Mme AVININ intervient pour préciser que les biens sectionnaux deviendront des biens communaux au 1^{er} janvier 2017 suite à une modification de la loi fiscale.

Mme SERRURIER reprend la présentation du projet avec le projet envisagé en 2015 à savoir un contrat Natura 2000 dont les actions auraient consisté en :

- Taille des haies côté lac, sur les 2 lacs
- Curage des fossés du lac Citrou
- Création de mares
- Equipement de gestion des niveaux d'eau

Le devis établi s'élevait à 32 000 euros.

Le cahier des charges proposé fut relu et commenté par les structures techniques (DDT, DREAL, CPIE, CEN Auvergne). Au vu des retours effectués et du coût élevé, il avait été convenu qu'une nouvelle proposition sera faite en 2016. En parallèle, la commune d'Espalem a fait évoluer son projet compte-tenu des délais de traitement des contrats Natura 2000 et a ouvert une ligne budgétaire spécifique. La commune a souhaité poursuivre le travail sur le dossier avec la structure animatrice du site.

Les travaux envisagés sont désormais les suivants :

- Taille des haies du Grand Lac
- Nettoyage des passages busés
- Débroussaillage du fossé entre les 2 lacs
- Pose de seuils de planches.

M. FIALIP précise qu'il ne s'agit pas de passages busés mais de franchissements en pierres sèches.

Mme SERRURIER poursuit son exposé par la présentation du seuil de planches dont l'objectif est d'empêcher une éventuelle baisse brutale des niveaux d'eau suite au nettoyage des « passages busés ».

M.GRIMAUD indique que le département a mis en place sur des zones humides d'autres secteurs, en particulier celui du Devès, des systèmes de gestion des niveaux d'eau. Cette expérience a montré que, même en situation de concertation au départ, au fil du temps des conflits d'usage se font jour. Les conflits d'usages sur le Devès sont liés en particulier aux chasseurs. Mme SERRURIER indique que, sur le plan cynégétique, l'enjeu sur le site des lacs d'Espalem est la chasse aux canards et à la bécassine. M.FIALIP précise que les chasseurs sur le site sont des habitants de La Pénide et donc que la gestion des niveaux d'eau ne devrait pas constituer une difficulté avec ces usagers.

Toutefois pour M.GRIMAUD, le seuil de planches n'apporte pas de garantie quant au maintien d'un niveau d'eau compatible avec les enjeux liés à la zone humide. La définition du niveau et du fonctionnement du dispositif nécessite un calage. Cela nécessiterait en particulier d'avoir des données topographiques. Mme SERRURIER indique qu'une étude hydro-géomorphologique a été réalisée en 2012 pour laquelle aucun relevé topographique des lacs n'a été effectué et qu'aucun financement n'est prévu à ce jour pour une étude topographique.

Mme MULLER demande que la demande des agriculteurs soit précisée à savoir s'il s'agit de maintenir la surface de fauche ou d'avoir un passage pour les engins agricoles. M.FIALIP indique qu'il y a besoin du passage et du maintien d'une surface de fauche.

Mme MULLER pose alors le problème de la perte de surface des lacs si une intervention de niveaux d'eau est réalisée et propose d'effectuer une modification à la marge afin de permettre le passage des engins agricoles tout en maintenant l'ensemble des surfaces en eau.

De tels travaux apparaissent inenvisageables à Mme AVININ et M.FIALIP. Le muret de pierres sèches présent à cet endroit est destiné à retenir la terre des parcelles au-dessus. De plus, les parcelles attenantes sont des parcelles privées sur lesquelles intervenir sera difficile. M.FIALIP indique par ailleurs qu'il y a 20 ans, c'étaient 11 ha qui étaient fauchés et qu'actuellement il ne s'agit plus que de 2 ha. La zone était plus sèche, la fauche allait jusqu'au milieu du lac actuel.

M.RENAUX précise que la gestion des niveaux a une influence sur l'arrivée des ligneux au sein de la zone humide : plus les niveaux seront bas, plus les ligneux se développeront. Il convient donc d'établir un niveau dans la concertation en tenant compte de cette donnée.

Mme PLANCHON intervient en notant qu'il est important de garder à l'esprit ce qui est indiqué dans le DOCOB et qu'en l'occurrence, l'entretien des fossés était prévu tout comme le maintien de la fauche. Il convient donc de trouver un compromis sur cette base. Les travaux proposés par la commune entrent dans ce cadre et la pose d'un seuil fixe apparaît être une solution acceptable.

Mme SERRURIER indique que l'élément essentiel du dossier est de se mettre d'accord sur le niveau minimum du seuil fixe.

M.ORFEUVRE demande aux structures naturalistes si un dispositif avec un niveau d'eau fixe correspondant au niveau écologiquement fonctionnel du site serait satisfaisant. Mme MULLER indique que, pour les amphibiens, cela semble correct avec toutefois un impact sur la végétation aquatique et potentiellement sur les populations d'amphibiens qui n'est pas évaluable.

M.RENAUX indique que la végétation serait un bon indicateur pour définir le niveau d'eau correspondant au compromis.

M.BERNARD propose de prendre en compte les dimensions des matériels agricoles utilisés et ainsi définir le niveau d'eau sur les zones de franchissement et le corrélér au niveau d'eau relevé au niveau des « passages busés ». M.FIALIP valide cette proposition.

Mme SERRURIER résume les débats sur la question du seuil de planches : il apparaît préférable de poser un dispositif fixe permettant de conserver un niveau d'eau suffisant pour le fonctionnement de la zone humide. Ce niveau d'eau reste à définir sur le terrain à partir d'indicateurs que les agriculteurs et les structures techniques naturalistes proposeront et qu'il conviendra de croiser. Par ailleurs, ce dispositif pourra être complété par un seuil amovible afin de permettre d'élever le niveau des lacs en période hivernale en particulier et ainsi permettre de maintenir la végétation de transition entre le milieu humide et la prairie de fauche.

Dans le contexte de ce dossier, il est proposé d'associer les habitants du hameau de La Pénide à la démarche afin qu'ils se l'approprient en particulier pour le suivi des niveaux d'eau. Mme AVININ indique que la commune et elle personnellement sont volontaires pour assurer le suivi du dispositif en concertation avec la structure animatrice. Le rythme de passage proposé est d'une fois par mois voire tous les 15 jours en cas de forte pluviométrie.

M.GRIMAUD indique que, sur le Devès, la pose de seuils avait nécessité une autorisation de travaux. Mme PLANCHON indique qu'elle se renseignera auprès des services de la DDT.

A l'issue de ce débat, Mme MULLER précise qu'à ce jour, il n'y a pas d'état initial des populations d'amphibiens sur le site. Les données ne sont que des données qualitatives et non quantitatives. Il n'y a donc pas possibilité d'évaluer finement l'impact des travaux. Toutefois des méthodologies de suivis quantitatifs existent.

Mme SERRURIER poursuit en présentant les autres actions prévues dans le cadre des travaux sur le Grand Lac et le Lac Citrou :

- Taille de la haie côté « lac » sur le Grand lac (sur 2 mètres, le muret de pierres sèches étant la limite maximale de taille, à la tronçonneuse ; broyage si c'est possible ou export hors du site)
- Nettoyage des « passages busés » (installation de batardeaux pour la mise « hors d'eau » puis des seuils fixes en préalable à toute intervention, nettoyage manuel avec extraction des vases et de la végétation)
- Débroussaillage du fossé entre les 2 lacs (retrait des petits ligneux sur une hauteur de 80 cm, écorçage partiel des frênes (conservation d'un « tire-sève » afin d'éviter les rejets) afin de les épuiser ; retrait des pierres gênant l'écoulement.

Sur ces points il n'y a pas de question.

En conclusion, les structures naturalistes et environnementales émettent des réserves importantes sur la partie des travaux relative aux niveaux d'eau. La proposition d'un seuil fixe leur semble acceptable à condition qu'à minima une étude topographique du site soit réalisée au préalable. Elle permettrait de définir un seuil qui s'appuie sur des données techniques.

La commune d'Espalem envisage de réaliser les travaux présentés en modifiant le cahier des charges des seuils qui seraient des seuils fixes et pour lesquels 2 points doivent être étudiés :

- Le fait que la pose de seuil soit soumise à autorisation. La DDT apportera une réponse à cette question prochainement.
- La définition de la hauteur des seuils fixes : Pour ce faire, une réunion de terrain serait organisée à la mi-septembre afin que la commune, les agriculteurs et les structures techniques définissent un niveau d'eau qui fasse consensus sur le plan agricole et sur le plan écologique. Avant cette réunion, chacune des parties est invitée à proposer à la structure animatrice des indicateurs qu'il conviendra de croiser.

Mme SERRURIER poursuit en présentant les perspectives d'action envisagées pour 2017 avec en particulier l'ouverture à la contractualisation de MAEC sur le site également en 2017 et la réalisation de suivis (habitats naturels, Cuivré de marais, comptages quantitatif des amphibiens).

Mme ROUBINET demande si un suivi des Odonates ne serait pas pertinent. M. BERNARD lui répond que ce sont des espèces patrimoniales mais qu'elles ne figurent pas dans la liste des espèces d'intérêt communautaire et donc qu'aucun financement ne peut être demandé pour ce type d'action dans le cadre de Natura 2000.

Par ailleurs, Mme SERRURIER indique qu'un contrat territorial sur l'Alagnon devrait être mis en place à partir de 2017. Ce contrat prévoit des actions sur les lacs de chaux, les lacs d'Espalem et de Lorlanges seraient donc inclus dans le projet ce qui ouvrirait des sources de financement pour la gestion de cette zone (hors actions prévues dans le cadre du dispositif Natura 2000).

Enfin, le collège des élus sera convoqué en fin d'année 2016 afin de procéder à la désignation du Président du comité de pilotage (avis aux candidatures est lancé) et de la structure porteuse (actuellement il s'agit du SMAT qui pourrait se porter candidat selon le devenir de la structure).

M. FIALIP demande si en cas d'incendie les pompiers pourraient utiliser l'eau des lacs. Mme PLANCHON indique qu'il faudrait se renseigner auprès du SDIS mais qu'en cas de mise en jeu de vies humaines et s'il ne restait que cette possibilité, l'eau des lacs serait sans doute utilisée.

Mme SERRURIER propose que d'ici le mois de septembre les structures techniques et les agriculteurs soumettent à la structure animatrice des indicateurs qui permettraient de définir le niveau d'eau « fonctionnel » des lacs afin qu'une réunion sur le terrain puisse se faire à la mi-septembre au plus tard.

M. SOULIER clôt la réunion en remerciant l'ensemble des participants.